

Intervention du Gouverneur Ronald Gabriel à la 66e Réunion des Gouverneurs des Banques centrales de la CARICOM

Mai 2026

Introduction

Je suis heureux de prendre part à cette réunion et d'avoir l'opportunité d'échanger sur des enjeux qui se situent au cœur de nos préoccupations financières et macroéconomiques communes.

L'environnement international se caractérise par une complexité croissante : intensification de la fragmentation géopolitique, reconfiguration des chaînes commerciales, durcissement des politiques migratoires, montée des risques pesant sur l'indépendance des banques centrales, ainsi que résurgence de chocs sur les matières premières. Ces évolutions se traduisent désormais par des pressions macroéconomiques tangibles pour les populations que nous servons. Pour Haïti, elles viennent exacerber une crise domestique déjà profonde.

Chocs externes et vulnérabilité d'Haïti

Le choc pétrolier en cours illustre la forte exposition des petites économies importatrices d'énergie aux tensions géopolitiques. Les perturbations observées dans le détroit d'Ormuz, à la suite de l'intensification du conflit avec l'Iran depuis mars 2026, ont entraîné une hausse marquée des cours mondiaux du pétrole.

Dans le cas d'Haïti, où les importations de produits pétroliers demeurent structurellement élevées, la transmission a été rapide, les ajustements des prix des carburants intervenus en avril venant accentuer les pressions inflationnistes. Combinés à la progression des prix alimentaires à l'échelle mondiale, ces chocs contribuent à une érosion du pouvoir d'achat des ménages et compromettent les acquis récents en matière de désinflation. Après avoir reculé de 32,2 % en octobre 2025 à 20,6 % en mars 2026, l'inflation devrait renouer avec une trajectoire haussière.

Parallèlement, le Fonds monétaire international a procédé à une révision à la baisse de ses perspectives de croissance mondiale, désormais projetées à 3,1 % pour 2026, dans un contexte où la balance des risques pour les économies vulnérables demeure nettement orientée à la baisse.

Défis régionaux au sein de la CARICOM

À l'échelle de la CARICOM, ce contexte international exerce des pressions généralisées, à travers la hausse des coûts énergétiques, le maintien de tensions inflationnistes et un environnement externe marqué par une incertitude accrue. Si plusieurs économies de la région continuent d'afficher une dynamique de croissance, soutenue par le tourisme, les exportations de matières premières et l'amélioration des positions budgétaires, ces performances s'inscrivent dans un environnement plus volatil et moins favorable.

En revanche, Haïti demeure engagée dans une phase de contraction prolongée, accompagnée d'une vulnérabilité sociale croissante. Cette divergence ne reflète pas une différence d'exposition aux chocs exogènes, mais plutôt une hétérogénéité dans les

capacités d'absorption et d'ajustement, mettant en évidence une résilience régionale inégale et une charge disproportionnée supportée par les économies les plus fragiles.

Renforcement de la coopération régionale

Dans ce contexte, une mobilisation plus stratégique des leviers régionaux apparaît nécessaire. L'émergence de Guyana en tant que producteur énergétique constitue non seulement une réussite nationale, mais également un actif stratégique pour l'ensemble de la région.

Dans un environnement où les chocs sur les prix de l'énergie déstabilisent les économies les plus vulnérables, le renforcement de la coopération énergétique régionale, conjugué à une intégration commerciale plus approfondie et à une meilleure coordination des politiques économiques, s'impose comme une priorité. La réduction de la dépendance aux chocs externes et l'accélération de la diversification économique doivent constituer des axes structurants de notre agenda régional.

Vers une représentation accrue dans les instances internationales

Parallèlement, notre réponse doit s'inscrire dans une dimension globale. Les banques centrales de la CARICOM doivent renforcer leur présence dans les instances internationales, en plaidant pour un accès accru aux financements liés à la résilience climatique, des cadres de traitement de la dette plus flexibles, ainsi que des réformes des marchés internationaux dont les dysfonctionnements affectent de manière disproportionnée les petites économies.

La solidarité régionale doit ainsi se traduire par un plaidoyer coordonné et structuré à l'échelle internationale.

L'agenda de résilience d'Haïti

Dans ce cadre, la Banque de la République d'Haïti poursuit la mise en œuvre d'un agenda de résilience ciblé. L'orientation de la politique monétaire, combinée à la progression soutenue des transferts de la diaspora, a contribué à préserver une relative stabilité du taux de change. Les réserves internationales couvrent actuellement plus de six mois d'importations, tandis que le secteur financier demeure globalement liquide et rentable.

Il est important de noter l'engagement constant de la diaspora haïtienne, dont les flux, à l'instar de l'ensemble de la Caraïbe, continuent de jouer un rôle d'amortisseur macroéconomique essentiel, malgré un environnement international marqué par un durcissement des politiques migratoires.

Par ailleurs, des dispositifs de crédit ciblés sont déployés afin de soutenir les secteurs prioritaires, avec un accent particulier sur la décentralisation économique et le financement des entreprises dirigées par des femmes.

- **Transformation numérique et inclusion financière**

La transformation numérique constitue un pilier central de cette stratégie. Haïti engage une modernisation progressive de son écosystème de paiement, à travers des initiatives inspirées de modèles éprouvés tels que M-Pesa au Kenya et PIX au Brésil, visant à réduire la dépendance à la circulation fiduciaire dans un contexte sécuritaire contraint, tout en favorisant l'inclusion financière.

À l'échelle régionale, le renforcement de l'interopérabilité des systèmes de paiement,

conjugué à une harmonisation des cadres réglementaires applicables aux fintechs, permettrait de réduire les coûts de transaction, de fluidifier les échanges intra-régionaux et de renforcer la résilience du système financier régional.

Conclusion

La conjoncture actuelle constitue un moment de clarification stratégique. Elle met en évidence que l'approfondissement de l'intégration commerciale, le renforcement de la coopération énergétique et la coordination du plaidoyer international ne relèvent plus du choix, mais de la nécessité.

Haïti réaffirme son engagement en faveur de cette dynamique collective et compte sur ses partenaires de la CARICOM pour en assurer la traduction en actions concrètes et coordonnées.

Je vous remercie.